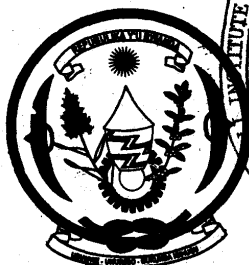


*Umwaka wa 45 n° 5 bis
01 Werurwe 2006*

Recule 04 MAI 2006



*Year 45 n° 5 bis
of 1st March 2006*

*45^{me} Année n°5 bis
du 1^{er} mars 2006*

Igazeti ya Leta ya Repubulika y'u Rwanda	Official Gazette of the Republic of Rwanda	Journal Officiel de la république du Rwanda
--	--	---

LOI ORGANIQUE N°06/2006 DU 15/02/2006 PORTANT REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DE LA CHAMBRE DES DEPUTES DU PARLEMENT

Nous, KAGAME Paul,
Président de la République ;

LE PARLEMENT A ADOPTE ET NOUS SANCTIONNONS, PROMULGUONS LA LOI ORGANIQUE DONT -LA TENEUR SUIT ET ORDONNONS QU'ELLE SOIT PUBLIÉE AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE DU RWANDA.

LE PARLEMENT

La Chambre des Députés, en sa séance du 16 décembre 2005;

Le Sénat, en sa séance du 17 janvier 2006;

Vu la Constitution de la République du Rwanda du 04 juin 2003 telle que révisée à ce jour, spécialement en ses articles 58, 61, 62, 65, 66, 67, 69, 71, 72, 73, 75, 76, 77, 78, 79, 88, 90, 93, 94, 108, 130, 131, 132, 134, 193, 201 et 202;

Revu la loi n° 09/98 du 13/08/1998 portant règlement d'ordre intérieur de l'Assemblée Nationale de Transition ;

ADOPTE:

TITRE PREMIER: DE LA STRUCTURE ET DU FONCTIONNEMENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

CHAPITRE PREMIER: DE LA DÉSIGNATION ET DE LA PRESTATION DE SERMENT DES DEPUTES

Article premier

La présente loi organique porte règlement d'ordre intérieur de la Chambre des Députés du Parlement.

Article 2 :

Les Députés sont élus conformément aux dispositions de la Constitution, spécialement en ses articles 76 et 77. Avant d'entrer en fonction, les Députés prêtent le serment prévu à l'article 61 de la Constitution, devant le Président de la République, et en son absence, devant le Président de la Cour Suprême.

Article 3 :

Après la prestation de serment des Députés, la Chambre des Députés élit parmi ses membres un Président et deux (2) Vice-Présidents de la Chambre tel que prévu par l'article 65 de la Constitution.

Vu des Vice-Présidents est chargé d'assurer le suivi des activités législatives et celles relatives au contrôle de l'action gouvernementale, l'autre est chargé d'assurer le suivi des activités relatives aux finances et à l'administration.

Le Président et les deux Vice-Présidents élus composent le Bureau de la Chambre des Députés. Ils entrent immédiatement en fonction après leur élection.

Article 4 :

L'élection des membres du Bureau se fait au scrutin secret et à la majorité absolue des Députés présents. Chacun des membres du Bureau de la Chambre des Députés est élu séparément.

Le Président de la Chambre provient d'une formation politique différente de celle du Président de la République tel que prévu par l'article 58 de la Constitution.

Article 5 :

Les Députés adressent à l'Office de l'«Ombudsman » la déclaration sur l'honneur de leurs biens et patrimoine dans un délai d'un mois à compter de leur entrée en fonction, chaque année et lors de leur cessation de fonction.

CHAPITRE II: DU REMPLACEMENT DES MEMBRES DU BUREAU

Article 6 :

La vacance permanente du poste de Président ou de Vice-Présidents de la Chambre des Députés est constatée par la Chambre des Députés à la majorité absolue des Députés présents réunis en séance extraordinaire de l'Assemblée Plénière.

Lorsque le Président de la Chambre des Députés quitte définitivement son poste, le Vice-Président chargé des Affaires législatives et du contrôle de l'action gouvernementale assure la gestion des affaires courantes. Lorsqu'il s'agit du Président et du Vice-Président, la gestion des affaires courantes est assurée par le Vice-Président qui resté en fonction. Lorsqu'il s'agit de tous les membres du Bureau, la gestion des affaires courantes de la Chambre est assurée par le Député le plus âgé parmi les Députés ayant le plus d'ancienneté à la Chambre.

Lorsque la séance extraordinaire n'est pas convoquée par le Président ou le Vice-Président, elle est convoquée et présidée par le Député le plus âgé ayant le plus d'ancienneté à la Chambre des Députés, sur demande d'au moins un cinquième (1/5) des Députés.

Article 7 :

Sur demande écrite d'au moins un tiers (1/3) des Députés, la séance extraordinaire visée à l'article 6 de la présente loi organique est convoquée par le Président de la Chambre des Députés, par l'un des Vice-Présidents ou par le Député le plus âgé parmi les Députés ayant le plus d'ancienneté à la Chambre dans un délai n'excédant pas deux (2) jours ouvrables à partir de la réception de la demande.

Selon la personne concernée par la question faisant l'objet de discussion et de décision, la séance extraordinaire est présidée par le Président de la Chambre, le Vice-Président ou le Député le plus âgé parmi les Députés ayant le plus d'ancienneté à la Chambre.

Article 8 :

La séance extraordinaire de la Chambre des Députés réservée aux élections devant pourvoir aux postes des membres du Bureau en vacance permanente est tenue endéans trente (30) jours du constat de cette vacance par la Chambre.

En cas de vacance permanente de tous les membres du Bureau de la Chambre ou du Président de la Chambre, la séance extraordinaire pour l'élection du nouveau Président est convoquée et présidée par le Président de la République.;

En cas de vacance permanente à l'un ou aux deux postes de Vice-Président de la Chambre, la séance extraordinaire pour l'élection, de (s) nouveau (x) Vice-Président (s) est convoquée et présidée par le Président de la Chambre des Députés

CHAPITRE III: DU REMPLACEMENT DES DEPUTES**Article 9 :**

Un Député qui, suite à différentes raisons, démissionne de la fonction de Député, adresse la lettre de démission au Président de la Chambre des Députés et en réserve copie au Président de la République. Le Président de la Chambre des Députés en informe les organes concernés dans un délai n'excédant pas trois (3) jours ouvrables.

Article 10 :

Un Député qui démissionne de sa formation politique ou de la Chambre des Députés avant le terme de son mandat ou qui est exclu de sa formation politique conformément aux dispositions de la Loi Organique régissant les formations politiques, ou qui change de formation politique, perd automatiquement son poste à la Chambre des Députés.'

Les contestations relatives à la décision mentionnée à l'alinéa précédent du présent article sont portées au premier degré devant la Haute Cour de la République, et au second et dernier degré, devant la Cour Suprême. En cas d'appel, la décision est suspendue jusqu'à ce que la Cour Suprême statue.

En cas de perte ou de déchéance du mandat de Député, le siège vacant est dévolu au suppléant qui achève le terme du mandat restant à courir si celui-ci est supérieur à un (1) an.

Pour les autres Députés n'ayant pas été élus sous le parrainage des formations politiques ou à titre indépendant, on procède aux nouvelles élections.

Article 11 :

Lorsqu'un Député décède, il est remplacé conformément aux dispositions de l'article 10 de la présente loi organique:

CHAPITRE IV : DE LA STRUCTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

Section première : Des Séances Plénières

Article 2:

Les travaux en Séance Plénière débutent à quinze heures (15h00) tous les jours ouvrables et sont clôturés à dix-huit heures (18h00).

Les heures d'ouverture ou de clôture des travaux des Séances Plénières peuvent être modifiées par la majorité absolue des Députés présents.

Le Président et les deux Vice-Présidents de la Chambre des Députés ne peuvent ni partir en même temps en mission ni s'occuper d'autres activités qui les empêchent de diriger les travaux de la Séance Plénière. Au moins deux des membres du Bureau de la Chambre des Députés doivent être présents.

Article 13 :

Les sièges des Députés dans la salle des séances plénières sont permanents et sont attribués par ordre alphabétique de leurs noms propres.

Il est prévu aussi des sièges réservés aux Sénateurs et aux Membres du Gouvernement..

Article 14 :

La Chambre des Députés siège dans son palais dans la Capitale, sauf en cas de force majeure constatée par la Cour Suprême saisie par le Président de la Chambre des Députés. Si la Cour Suprême ne peut pas se réunir à son tour, le Président de la République décide du lieu par décret-loi.

Les Séances Plénières de la Chambre des Députés sont publiques:

Toutefois, à la demande du Président de la République, du Président de la Chambre des Députés, d'un quart ($\frac{1}{4}$) de ses membres ou du Premier Ministre, la Chambre des Députés peut, à la majorité absolue des membres présents, décider de siéger à huis clos.

Cette décision est dûment affichée aux portes du bâtiment où siège la Chambre des Députés.

Lorsqu'il y a un motif légitime occasionnant l'ajournement d'une séance en cours, le Président de la Chambre des Députés en informe l'Assemblée Plénière qui prend la décision.

Article 15 :

Lorsque les points à l'ordre du jour sont épuisés et qu'une décision définitive a été prise par la Chambre des Députés, le Président précise le jour, l'heure ainsi que l'ordre du jour de la séance prochaine.

Article 16 :

A chaque séance, les Députés signent sur une liste des présences. Avant l'ouverture de la séance, le Président de la Chambre des Députés communique le nombre de Députés présents.

Pour siéger valablement, la Chambre des Députés doit compter au moins trois cinquièmes (3/5) de ses membres. Lorsque les trois cinquièmes (3/5) ne sont pas atteints, le Président de la Chambre des Députés constate l'impossibilité de tenir la séance et la reporte.

Article 17 :

Les séances de la Chambre des Députés font l'objet de comptes-rendus et de procès-verbaux. Ces comptes-rendus et procès-verbaux ne sont pas lus en Séance Plénière:

Les comptes-rendus comprennent les idées maîtresses des débats. Ils sont approuvés par l'Assemblée Plénière avant leur publication.

La parole est accordée à chaque Député désireux de faire une proposition de correction.

Le compte-rendu d'une séance est approuvé dans les quatre (4) jours ouvrables à compter du jour de tenue de la séance.

Les procès-verbaux qui reprennent textuellement les interventions de chaque Député sont mis à la disposition des Députés et à la bibliothèque, dans un délai de dix (10) jours après la séance plénière concernée.

Le Député qui souhaite la modification du procès-verbal propose, par écrit au Bureau de la Chambre des Députés une nouvelle rédaction.

L'Assemblée Plénière approuve les procès-verbaux dans la deuxième semaine de la session qui suit celle concernant le procès verbal.

Les procès-verbaux et les comptes rendus adoptés par l'Assemblée Plénière sont publiés au Site Web de la Chambre des Députés et doivent également être disponibles sur support papier à la bibliothèque de la Chambre. Lorsque les séances de l'Assemblée Plénière de la Chambre des Députés sont tenues à huis clos, leurs comptes-rendus et procès-verbaux sont rédigés par le Secrétaire Général de la Chambre des Députés.

Article 18 :

Les procès-verbaux et les comptes-rendus des séances de l'Assemblée Plénière sont signés par le Président de la Chambre des Députés, par le Secrétaire Général ainsi que par leurs rapporteurs respectifs et sont conservés aux archives de la Chambre des Députés.

Article 19 :

Sans préjudice des dispositions de l'article 23 de la présente loi organique, tout Député qui souhaite prendre la parole se fait inscrire sur la liste prévue à cet effet.

Les inscriptions sur la première liste prennent fin à dix heures, (10h00) du matin du jour prévu pour la séance de l'Assemblée Plénière. La première liste est distribuée à tous les Députés avant l'ouverture de la Séance Plénière. Elle précise l'ordre des orateurs, la durée de chaque intervention et autant que possible, le sujet sur lequel portera chaque intervention. La durée limite accordée à chaque orateur inscrit sur la première liste est de dix (10) minutes.

L'inscription sur la deuxième liste qui est la dernière se fait après les réponses de l'auteur du projet ou du sujet en discussion aux intervenants de la première liste. La deuxième liste est communiquée à l'Assemblée Plénière avant que la parole ne soit donnée aux orateurs qui auront droit à quatre (4) minutes chacun.

Aucun Député ne peut prendre la parole qu'après en avoir été autorisé par le Président de la Séance Plénière conformément à la liste préalablement communiquée.

Toutefois, les Ministres, les Secrétaires d'Etat, le Président et le Vice-Président de la Commission ayant traité le sujet, les Députés personnellement concernés par la question en discussion, les représentants des projets ou des propositions de lois, ainsi que les personnalités des Institutions prévues par la Constitution qui ont présenté le rapport à l'Assemblée Plénière sont entendus quand ils le demandent.

Après chaque liste, le Président de la séance fait la synthèse des idées maîtresses qui ont caractérisé les débats.

Article 20 :

Lorsqu'il prend la parole, (orateur de la première liste se tient à la tribune prévue à cet effet. L'orateur de la deuxième liste ainsi que celui qui demande une motion d'ordre ou celui qui s'abstient, reste à sa place autant que possible.

Tout intervenant ne peut s'adresser qu'au Président de la séance ou à l'Assemblée Plénière.

Article 21 :

Tout propos blessant, toute intervention troublant l'ordre et tout acte visant à empêcher un orateur de s'exprimer sont interdits.

Article 22 :

Nul ne peut être interrompu lorsqu'il parle, si ce n'est que par le Président de la séance pour un rappel de la loi. Si un orateur s'écarte du sujet des débats ou s'il répète ce qui a été déjà dit, le Président de la séance doit l'interrompre et il est le seul habilité à le ramener à la question en discussion.

Si après un deuxième rappel, le même orateur continue à s'écarter de la question en discussion ou s'il continue à répéter ce qui a été déjà dit, le Président de la séance lui retire la parole pendant la durée que la Séance Plénière consacre au débat sur la question.

Article 23 :

Tout Député peut obtenir la parole pour une motion d'ordre n'excédant pas deux (2) minutes par sujet pour :

- 1° l'un rappel à la loi ;
- 2° répondre à un fait personnel ;
- 3° rappeler que sa question n'a pas été répondue ;
- 4° demander la clôture des débats ;
- 5° demander une brève suspension de l'Assemblée Plénière ;
- 6° demander l'ajournement de l'Assemblée Plénière.

Les requêtes prévues aux points 4°, 5° et 6° du présent article sont approuvées par l'Assemblée plénière suivant les dispositions de l'article 72 de la présente loi organique.

Article 24 :

Tout Député se trouvant dans l'impossibilité de se faire inscrire sur la liste des orateurs alors qu'il veut corriger un fait non prévu à l'article 23 de la présente loi organique, demande par écrit, au Président de la séance de l'Assemblée Plénière, au représentant de la Commission ayant traité le sujet ou à l'un des Députés inscrits sur la liste des orateurs qui n'a pas encore pris la parole, de corriger ce fait.

Le Président de la séance de l'Assemblée Plénière ou le représentant de la Commission sont tenus d'en informer l'Assemblée plénière dès réception d'une telle demande.

Article 25 :

Tout Député peut demander la modification de l'ordre du jour. Les demandes de modification de l'ordre du jour sont adressées par écrit au plus tard à dix heures (10h00) précises du matin du jour de la séance, au Président de la Chambre des Députés qui, à son tour, communique par écrit ces demandes aux Députés. La décision est prise à la majorité absolue des Députés présents.

Lorsque les demandes sont acceptées, (Assemblée plénière fixe le moment de leur examen.

Article 26 :

Le Président de la Séance de l'Assemblée Plénière fait le point des débats et les clôt lorsque l'Assemblée a entendu tous les orateurs qui ont demandé la parole.

La clôture des débats sur la question qui faisait l'objet des discussions peut également être demandée soit par le Président, s'il estime que l'Assemblée plénière a suffisamment débattu de la question, soit par un Député pour le même motif. Cette demande est approuvée à la majorité absolue de l'Assemblée plénière.

Section 2 : Du Bureau de la Chambre des Députés

Article 27 :

Les attributions du Bureau de la Chambre des Députés sont les suivantes :

- 1° diriger les activités de la Chambre des Députés ;
- 2° observer et mettre en exécution les décisions de l'Assemblée Plénière;
- 3° assurer le suivi des relations de la Chambre des Députés avec les autres Institutions;
- 4° résoudre tout problème urgent qui se présente et qui peut nuire au bon fonctionnement de la Chambre des Députés mais qui n'est pas prévu par la présente loi organique ;
- 5° proposer l'agenda de la session ordinaire et extraordinaire à la Conférence des Présidents ;
- 6° assurer le suivi de la préparation du cadre organique de la Chambre des Députés et le soumettre à la Conférence des Présidents ;

- 7° faire recours à la Commission de la Fonction. Publique pour procéder au recrutement du personnel compétent pour la Chambre des Députés ;.
- 8° assurer le suivi de la sécurité au sein du Palais de la Chambre des Députés ;
- 9° exercer les autres attributions intéressant la Chambre des Députés mais ne relevant d'aucun autre service. .

Les décisions du Bureau de la Chambre des Députés sont prises par consensus. Si le consensus n'est pas atteint, le sujet. en discussion est soumis à la Conférence des Présidents pour décision. En cas d'absence d'un compromis, la question est soumise à l'Assemblée plénière pour décision finale.

Article 28 :

Les attributions du Président de la Chambre des Députés sont les suivantes :

- 1° convoquer, présider les réunions du Bureau et coordonner les activités du Bureau;
- 2° convoquer et présider la Conférence des Présidents ;
- 3° convoquer et présider les séances de l'Assemblée Plénière;
- 4° assurer le suivi de l'exécution des décisions prises par le Bureau, la Conférence des Présidents et l'Assemblée Plénière ;
- 5° représenter officiellement la Chambre des Députés;
- 6° entretenir les relations de la Chambre des Députés avec les autres Parlements;
- 7° superviser les activités du Secrétaire Général de la Chambre des Députés
- 8° suivre de près les différentes activités des Députés relatives aux descentes sur terrain
- 9° diriger les débats lorsque les deux Chambres du Parlement sont réunies ;
- 10° s'informer des décisions du Conseil des Ministres et ses annexes et les communiquer aux Députés ;
- 11° informer le Président de la République et le Premier Ministre du programme d'activités de la Chambre des Députés ;
- 12° assurer toute autre tâche de la Chambre lui assignée par la Constitution et d'autres lois.

Article 29 :

Les attributions du Vice-Président chargé d'assurer le suivi des activités législatives et du contrôle de l'action gouvernementale sont les suivantes :

- 1° remplacer le Président de la Chambre des Députés en cas d'absence ou d'empêchement ;
- 2° participer aux réunions du Bureau, de la Conférence des Présidents et assurer le suivi des activités de l'Assemblée Plénière ;
- 3° faire le suivi des activités législatives ;
- 4° faire le suivi des activités relatives au contrôle de l'action gouvernementale ;
- 5° coordonner les différents programmes des Députés relatifs aux descentes sur terrain ;
- 6° exécuter toute autre tâche de la Chambre des Députés lui confiée par le Président de la Chambre des Députés ou par l'Assemblée Plénière.

Article 30 :

Les attributions du Vice-Président chargé d'assurer le suivi des activités financières et administratives sont les suivantes :

- 1° remplacer le Président de la Chambre des Députés en cas de son absence ou son empêchement concomitamment avec le Vice-Président chargé d'assurer le suivi des activités législatives et du contrôle de l'action gouvernementale;
- 2° participer aux travaux des réunions du Bureau et de la Conférence des Présidents ;
- 3° assurer le suivi des activités relatives à l'exécution du budget et à la gestion administrative ;
- 4° assurer toute autre tâche lui confiée par le Président de la Chambre des Députés ou par l'Assemblée Plénière..

Article 31 :

Le Président de la Séance ne peut, en aucun cas, prendre partie lors des débats. Au cours du débat qu'il dirige, le Président de la Séance a pour rôle principal de coordonner les interventions, de récapituler les débats et de ramener à l'ordre les orateurs qui s'écarteraient de l'objet des débats.

Il doit fustiger toute forme de pression visant à obliger l'Assemblée plénière de prendre ou de réfuter telle ou telle décision et toute manœuvre visant à empêcher l'Assemblée de prendre des décisions.

Les deux Vice-Présidents assistent le Président de la Chambre des Députés en attirant son attention sur tout fait susceptible d'échapper à sa vigilance.

Article 32 :

Lorsque le Président de la Chambre des Députés défend lui-même une proposition de loi ou lorsque l'Assemblée plénière délibère sur une question qui le concerne personnellement, lorsqu'il a l'intention de donner sa propre opinion, ou lorsqu'il a d'autres raisons, la direction des débats est assurée par le Vice-Président chargé d'assurer le suivi des activités législatives et du contrôle de l'action gouvernementale ou en cas d'empêchement, par le Vice-Président chargé d'assurer le suivi des activités financières et administratives.

Dans ce cas, le Président de la Chambre des Députés prend place sur le siège lui réservé en tant que Député ou sur le siège réservé aux auteurs de propositions de loi.

Article 33 :

Les attributions du Secrétaire Général de la Chambre des Députés sont les suivantes :

- 1° coordonner et diriger les activités d'ordre technique ;
- 2° être le rapporteur des réunions du Bureau et de la Conférence des Présidents;
- 3° assurer le suivi de la préparation de tous les documents relatifs aux travaux de l'Assemblée Plénière ;
- 4° recevoir les doléances des Députés ;
- 5° préparer les résumés mensuels des activités de l'Assemblée plénière ;
- 6° dresser la liste des Députés qui souhaitent prendre la parole sur la 1^{ère} liste à l'Assemblée plénière ;
- 7° être le Gestionnaire Principal du budget de la Chambre des Députés;
- 8° préparer la planification et l'avant projet du budget de la Chambre, des Députés ;
- 9° préparer l'avant projet du cadre organique et de l'organigramme de la Chambre des Députés
- 10° assurer l'exécution du budget de la Chambre des Députés ;
- 11° exécuter toute autre tâche lui confiée par le Bureau de la Chambre des Députés.

Section 3 : Des Commissions

Article 34 :

La Chambre des Députés crée en son sein des Commissions permanentes. Elle peut en outre constituer des Commissions spéciales.

Chaque Commission permanente doit compter au moins six (6) Députés.

Article 35 :

La composition des Commissions permanentes de la Chambre des Députés est déterminée comme suit:

- 1° chaque Député se fait inscrire dans une seule Commission;
- 2° le Bureau de la Chambre des Députés vérifie les inscriptions des Députés et arrête la composition définitive de chaque Commission sur base des critères ci-après :
 - a. le souhait de chaque Député ;
 - b. le nombre des membres de chaque Commission;
 - c. les attributions de la Commission permanente ;
 - d. l'expérience dans la Commission;
 - e. le genre;
 - f. la représentation, si possible, de chaque formation politique ou chaque groupe représenté à la Chambre des Députés.

Article.36 :

Chaque Commission est dirigée par un Bureau composé d'un Président et d'un Vice-Président qui en est le rapporteur. Le Président et le Vice-Président de chaque Commission sont élus par l'Assemblée plénière à la majorité absolue des Députés présents.

Pour être élus, les membres de la Commission qui le désirent font parvenir leurs candidatures au Bureau de la Chambre qui les communique à l'Assemblée Plénière.

Le Président et le Vice-Président d'une Commission sont élus séparément. Lorsque après vote, aucun candidat n'obtient la majorité requise, on procède à un seul nouveau scrutin le même jour. Lorsque ce nouveau scrutin ne dégage pas de candidat gagnant, le poste est remis en compétition. En cas d'égalité des voix, on procède à un nouveau vote une fois. Si après ce nouveau scrutin, aucune majorité ne se dégage, le poste est remis en compétition.

Lorsque le Président et le Vice-Président sont empêchés ou lorsqu'ils quittent définitivement leurs postes et, s'ils ne sont pas encore remplacés, la Commission est présidée par le Député de la Commission le plus âgé ayant le plus d'ancienneté à la Chambre des Députés. Le Député le moins âgé en est le rapporteur.

Article 37 :

Le Bureau d'une Commission est élu pour un mandat de deux ans et demi (2 1/2) renouvelable.

Le Bureau d'une Commission ou l'un de ses membres peut être remplacé sur demande d'un tiers (1/3) des membres de la Commission.

Dans un délai n'excédant pas sept (7) jours, la séance consacrée à l'examen de cette question est convoquée par le Président ou le Vice-Président de la Commission selon celui qui doit être remplacé. Toutefois, si le Président et le Vice-Président sont à remplacer, la séance est convoquée et présidée par un des membres du Bureau de la Chambre des Députés.

Lorsqu'elle n'est pas convoquée par lui, la séance est convoquée et présidée par le Député le plus âgé et ayant le plus d'ancienneté à la Chambre parmi les Députés qui ont introduit la demande.

Avec l'accord de deux tiers (2/3) de ses membres, la Commission soumet à travers le Bureau de la Chambre cette proposition à l'Assemblée plénière qui décide à la majorité absolue des Députés présents.

Le remplacement d'un ou de tous les membres du Bureau se fait dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours à partir du jour de la prise de décision par l'Assemblée Plénière et conformément aux dispositions de l'article 35 de la présente loi organique.

Sous-section première : Des Commissions Permanentes

Article 38 :

Il est créé onze (11) Commissions permanentes dont les dénominations sont les suivantes :

- 1° la Commission Politique ;
- 2° la Commission Economique et du Commerce ;
- 3° la Commission Scientifique, de l'Education, de la Culture et de la Jeunesse ;
- 4° la Commission des Affaires Etrangères et de la Coopération;
- 5° la Commission Sociale;
- 6° la Commission de la Sécurité et de l'Intégrité Nationale ;

- 7° la Commission de l'Unité Nationale, des Droits de la Persona et de la Lutte contre le Génocide ;
- 8° la Commission du Budget et du Patrimoine de l'état ;
- 9° la Commission de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Environnement ;
- 10° la Commission du Genre et de la Famille;
- 11° la Commission des Pétitions.

Dans le cadre de l'examen des projets ou des propositions de lois et dans le cadre de la mise en oeuvre de moyens d'information et de contrôle de l'action gouvernementale, les attributions de ces Commissions sont fixées comme suit:

1° La Commission. Politique est chargée

- 1° de l'administration générale de l'état et des relations institutionnelles ;
- 2° de la justice ;
- 3° de la presse
- 4° des organismes non gouvernementaux ;
- 5° de l'état civil.

2. La Commission Economique et du Commerce est chargée :

- 1° des questions économiques et commerciales, spécialement:
 - a. la privatisation
 - b. l'investissement
 - c. les associations et entreprises commerciales, les banques et les coopératives ;
- 2° des questions relatives au recensement et au Plan National de Développement;
- 3° des infrastructures, de l'énergie, de l'eau, des mines et carrières, des transports, des postes et des communications-;
- 4° du tourisme ;
- 5° du programme national de lutte contre la pauvreté.

3. La Commission Scientifique, de l'Education, de la Culture et de la Jeunesse est , chargée

- 1° des questions éducationnelles, scientifiques, technologiques et des recherches ;
- 2° de la jeunesse, sports et loisirs
- 3° de l'enseignement à tous les niveaux;
- 4° de l'organisation et de la promotion des arts, des lettres et de la culture.

4. La Commission des Affaires Etrangères et de la Coopération est chargée :

- 1 ° des affaires étrangères et de la coopération, excepté dans le domaine militaire ;
- 2° des accords de prêt et de don entre le . Rwanda et les pays étrangers ou les organisations internationales ;
- 3° de faire le suivi des recommandations des rapports de mission à l'étranger effectuées par les Députés ;
- 4° des questions relatives à l'organisation du Protocole de l'Etat en général ;
- 5° des questions relatives aux conventions internationales
- 6° de faire le suivi des questions relatives à la diaspora rwandaise
- 7° d'entretenir des relations avec les autres Parlements et les organisations dont le Rwanda est membre.

5. La Commission Sociale est chargée :

- 1° des questions sociales, démographiques, hygiéniques et sanitaires ;
- 2° du bien-être des enfants, des orphelins, des veuves et des veufs, des handicapés, des personnes âgées et autres groupes vulnérables
- 3° des problèmes en rapport avec le SIDA et autres pandémies;
- 4° des questions relatives à la sécurité, sociale et aux mutuelles en général ;
- 5° des problèmes en rapport avec les travailleurs, et l'emploi en général ;
- 6° des problèmes liés à la violence contre les enfants, au vagabondage et à la mendicité.

6. La Commission de la Sécurité et de l'Intégrité Nationale chargée :

- 1° de la sécurité, et de l'intégrité nationale ;
- 2° de la coopération militaire ,
- 3° de toutes les questions relatives à la déclaration de guerre et à l'arrêt des hostilités;
- 4° de l'organisation des services de renseignement;
- 5° de l'immigration et l'émigration
- 6° des problèmes qui concernent les militaires, les agents de police et autres agents des services de sécurité.

7. La Commission de l'Unité Nationale, des Droits de la Personne et de la lutte contre le Génocide est chargée :

- 1° des questions relatives à l'Unité et à la Réconciliation Nationales ainsi qu'aux Droits de la personne ;
- 2° des questions relatives à la prévention et à la lutte contre l'idéologie du génocide et toutes ses manifestations ;
- 3° des questions visant à trouver la solution aux conséquences du génocide ;
- 4° de lutter contre la discrimination sous forme des propos, des écrits, des actes et sous toute autre forme ;
- 5° des questions visant à harmoniser la législation rwandaise avec les conventions internationales en rapport avec les Droits de la personne qui ont été ratifiées par le Rwanda ;
- 6° des organisations de défense des droits de la personne ;
- 7° de toutes questions relatives au fonctionnement des services de l'Etat concernés par la protection des Droits de la personne ;
- 8° d'examiner le rapport de la Commission Nationale des Droits de la personne et celui de la Commission Nationale de Lutte Contre le Génocide.

8: La Commission du Budget et du Patrimoine de l'Etat est chargée :

- 1° d'examiner le projet de budget de la Chambre des Députés. ;
- 2° de l'utilisation des finances et du patrimoine de l'État ;
- 3° des rapports de l'Auditeur Général des Finances de l'État ;
- 4° des rapports relatifs à l'utilisation des finances et du patrimoine de l'État ;
- 5° des questions liées à la lutte contre la corruption et les infractions connexes.

9. La Commission de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Environnement est chargée:

- 1° de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de l'environnement;
- 2° de tout problème lié à la terre, à l'habitat et au développement communautaire ;
- 3° de la recherche et de la technologie moderne dans l'agriculture et l'élevage.

10. La Commission du Genre et de la Famille est chargée

- 1 ° de la promotion de la femme
- 2° de la famille, du patrimoine familial, des obligations et de la complémentarité des conjoints ;
- 3° des questions du genre;
- 4° d'harmoniser la législation rwandaise avec les conventions internationales en rapport avec la promotion de la femme et qui ont été ratifiées par le Rwanda.

11. La Commission des Pétitions est chargée

- 1° de recevoir et examiner les requêtes et plaintes adressées aux Députés par une personne physique ou une personne morale ;
- 2° de donner des avis sur les questions dont elle a été saisie et faire un rapport à la Chambre des Députés sur les pétitions dont l'objet est avéré être en rapport avec l'autorité administrative ou la législation
- 3° de s'assurer que les pétitions adressées à la Chambre des Députés ont été résolues ;
- 4° d'examiner les rapports de l'Office de l'Ombudsman et préparer les recommandations à soumettre à l'Assemblée Plénière pour adoption.

Le Président de la Chambre des Députés transmet à la Commission des pétitions les documents de pétitions adressés aux Députés ou à la Chambre des Députés.

La Commission des Pétitions a le droit de convoquer l'auteur de la pétition, les témoins, les experts ou toute autre personne qui a l'information sur la pétition sous examen.

La Commission a également le droit de convoquer à ses réunions toute autorité administrative ou tout membre du Gouvernement ou son représentant, qui sont concernés par la pétition sous examen. Elle peut exiger d'avoir des renseignements sur la pétition en étude sous forme orale ou écrite.

Pour être recevable, une pétition doit mentionner les noms et adresse du pétitionnaire ainsi qu'un exposé des motifs de sa requête.

La requête doit porter sur une matière en rapport avec les compétences des Députés.

Article 39 :

Chaque Commission permanente est également chargée :

- 1 ° des questions relatives à l'interprétation authentique des lois en rapport avec sa mission ;
- 2° d'examiner les lois amendées par le Sénat et en rapport avec la mission de la Commission ;
- 3° d'examiner les dispositions des lois qu'elles a examinées et dont le Président de la République a demandé la deuxième lecture. L'examen est effectué après que l'Assemblée plénière en ait été saisie.

Article 40 :

Pour permettre aux Commissions de remplir leur mission, le budget général annuel de la Chambre des Députés indique la part du budget destinée à chaque

Sous-section 2 : des Commission Spéciales

Article 41 :

A la demande de son Président ou de cinq (5) Députés au moins et après approbation de l'Assemblée Plénière, la Chambre des Députés peut constituer des Commissions spéciales pour l'examen de projets ou de propositions de lois déterminées ou pour recueillir des éléments d'informations sur des questions ou des faits déterminés.

Article 42 :

Les membres de la Commission Spéciale sont élus par l'Assemblée Plénière parmi les candidats proposés par le Bureau de la Chambre des Députés. L'Assemblée Plénière désigne également le Président et le Vice-Président de cette Commission en les choisissant sur une liste de deux (2) candidats proposés par le Bureau de la Chambre des Députés.

L'élection des membres d'une Commission Spéciale, de son Président et de son Vice-Président, est faite conformément aux dispositions du deuxième et du troisième alinéas de l'article 36 de la présente loi organique.

Article 4

La mission de toute Commission spéciale prend fin dès que l'Assemblée Plénière a statué sur le rapport des travaux de la Commission.

Sous-section 3 : Des dispositions communes à toutes les Commissions**Article 44 :**

Les réunions d'une Commission sont convoquées par écrit par son Président ou, en cas d'absence, par son Vice-Président. Le Président de la Chambre des Députés et les autres Députés sont informés de cette convocation. Le Président de la Chambre des Députés peut également convoquer la réunion d'une commission.

Tout Député a le droit d'assister, sans droit de vote, aux travaux d'une commission dont il n'est pas membre. L'ordre du jour des réunions d'une Commission est fixé par le Bureau de la Commission qui en informe le Bureau de la Chambre des Députés et les autres Députés.

Lorsque les Ministres et autres membres du Gouvernement assistent à la réunion d'une Commission, ils prennent la parole lorsqu'ils la demandent. Ils peuvent être accompagnés d'experts de leur choix. Lesdits experts peuvent prendre la parole seulement dans des Commissions permanentes.

L'heure, la période et l'ordre du jour des réunions d'une Commission sont portés au Site Internet de la Chambre des Députés et affichés au tableau d'affichage de la Chambre des Députés au moins vingt quatre (24) heures avant leur tenue.

Article 45 :

Les travaux en Commissions débutent à neuf (9) heures du matin et se terminent à douze (12) heures. Cet horaire peut être modifié par la majorité absolue des Députés présents, membres de la Commission.

Article 46:

Lors des réunions de la Commission, les Députés présents signent la liste des présences.

Article 47 :

Les réunions des Commissions sont publiques, mais le public qui y assiste n'a pas le droit à la parole. Toutefois, des séances spécifiques, pour un projet ou une proposition de loi au cours desquelles le public et la presse peuvent prendre la parole, peuvent être organisées par la Commission. Chaque commission arrête des mesures déterminant notamment la procédure à suivre pour prendre la parole, la limite du temps de présentation et le choix de l'ordre des intervenants.

Les commissions reçoivent également les avis et commentaires écrits ou par message électronique sur les projets ou propositions de loi en cours de discussion. Les avis et commentaires reçus sont distribués en temps utile, aux membres de la commission.

Sur demande du Bureau de la Commission ou de l'un de ses membres et après approbation par la moitié (1/2) de ses membres, les réunions d'une Commission peuvent se tenir à huis clos.

Article 48 :

Les commissions conservent les dossiers et documents de toutes les séances publiques et les autres travaux des commissions. Un dossier est ouvert pour chaque projet ou proposition de loi en discussion par une commission et tout membre du public qui en fait une demande a accès à ce dossier pour consultation.

Le processus législatif qui inclut le texte et les amendements pour chaque projet ou proposition de loi est conçu et affiché sur le site Internet de la Chambre des Députés.

Article 49 :

Une Commission de la Chambre des Députés peut, par le biais du Président de la Chambre des Députés, faire appel à toute personne qu'il estime en mesure de donner des explications en rapport avec les travaux sous examen en commission:

Article 50 :

Chaque Commission permanente dispose d'un local distinct pour la tenue de ses réunions et d'un local de travail pour les membres de son Bureau, du personnel et du matériel de bureau.

En cas de nécessité, et après consultation entre le Bureau de la Commission et le Bureau de la Chambre des Députés, une Commission peut siéger en dehors du Palais de la Chambre des Députés dans le respect des dispositions prévues aux articles 44, 45, 46 et 47 de la présente loi organique.

Article 51 :

Pour siéger valablement, une Commission doit compter au moins trois (3) de ses membres.

Les décisions d'une Commission sont prises par consensus et, à défaut, à la majorité absolue des Députés présents et ayant le droit de vote.

Article 52

Les Commissions peuvent constituer des Sous-Commissions dont elles déterminent la composition et la compétence. Ces Sous-Commissions font rapport à la Commission qui les a créées. Le Bureau de la Commission peut demander au Bureau de la Chambre des Députés qu'un groupe de Députés membres de la Commission soit envoyé en mission.

Article 53:

Chaque Commission fait rapport à l'Assemblée Plénière. Le rapport contient le compte-rendu des délibérations et les conclusions motivées. Chaque rapport est publié, excepté le rapport de la réunion tenue à huis clos.

Le Bureau de la commission fait un rapport verbal synthétique et répond aux questions posées lors de la Séance Plénière de la Chambre des Députés consacrée à la question dont la commission était saisie.

Article 54 :

Tout amendement est transmis par écrit à la Commission compétente qui l'examine et fait des recommandations à l'Assemblée Plénière:

L'auteur d'une proposition de loi ou d'un amendement assiste aux séances de la Commission chargée de leur examen. Il ne participe au vote que s'il est membre de ladite Commission.

L'auteur d'un projet ou d'une proposition de loi ou d'un amendement a le droit d'être entendu avant les autres orateurs par la Commission chargée de leur examen.

Sous-section 4 : Du Comité chargé de la discipline des Députés et de l'évaluation des activités de la Chambre des Députés.

Article 55 :

La Chambre des Députés choisit en son sein un Comité chargé de la discipline des Députés et de l'évaluation des activités de la Chambre des Députés. Ce Comité est composé d'au moins huit (8) Députés élus en considération, dans la mesure du possible, des formations politiques et autres différentes catégories des Députés qui composent la Chambre. Le Comité est élu pour un mandat de deux ans et demi (2,5) renouvelable. Il est dirigé par un Président et un Vice-Président élus par l'Assemblée Plénière.

Article 56 :

Le Comité chargé de la discipline des Députés et de l'évaluation des activités de la Chambre des Députés est spécialement chargé

- 1° du comportement et de la discipline des Députés su sein et à l'extérieur de la Chambre des Députés ;
- 2° du contrôle des activités du Bureau de la Chambre des Députés, de la Conférence des Présidents, des Commissions et de l'Assemblée Plénière.

Le Comité fait rapport à l'Assemblée plénière pour recommandations et décisions.

Le Comité se réunit autant de fois que de besoin. Il est convoqué par son Président ou en son absence, par le Vice-Président ou par le Président de la Chambre des Députés, de son initiative, ou sur demande d'un tiers (1/3) des Députés membres du Comité ou d'un cinquième (1/5) des membres de la Chambre des Députés.

Dans l'exercice de ses fonctions, le Comité applique les dispositions communes qui régissent les Commissions permanentes de la Chambre des Députés.

Les membres du Comité sont admis à être membres des autres Commissions de la Chambre des Députés.

Sous-section 5 : De la Conférence des Présidents

Article 57 :

Les membres du Bureau de la Chambre des Députés et les membres des Bureaux des Commissions Permanentes constituent la Conférence des Présidents.

Article 58 :

La Conférence des Présidents est chargée de :

- 1° élaborer l'ordre du jour des activités de l'Assemblée Plénière qui doit être approuvé par cette dernière;
- 2° soumettre à l'Assemblée Plénière les comptes-rendus des réunions de la Conférence des Présidents
- 3° soumettre dans un délai n'excédant pas sept (7) jours, à l'Assemblée Plénière, les décisions prises dans l'urgence, pour leur approbation;
- 4° prendre les' décisions relatives aux activités des Députés, à l'Assemblée Plénière, et aux Commissions et les soumettre à l'Assemblée Plénière pour leur approbation;
- 5° examiner le projet de révision de la Constitution.

Article 59 :

La Conférence des Présidents se réunit une fois par mois et autant de fois que de besoin. Elle est convoquée par le Président de la Chambre des Députés. Elle fait rapport de ses activités à l'Assemblée Plénière une fois par , mois. Sur demande écrite du Président de la Chambre des Députés ou d'un autre Député, ce rapport fait l'objet des débats à l'Assemblée Plénière.

Section 4 : Des Réseaux ou Forums des Députés**Article 60 :**

Les Députés à la Chambre des Députés peuvent se constituer en Réseaux ou Forums. Tout Député est libre d'adhérer ou non à un ou plusieurs Réseaux ou Forums.

Article 61:

L'Assemblée Plénière peut approuver la constitution de Réseaux ou Forums sur proposition d'un Député ou d'un Groupe de Députés.

L'autorisation de créer un Réseau ou un Forum indiquant aussi ses représentants est signée par le Président de la Chambre des Députés.

Article 62 :

La lettre de demande de constitution d'un Réseau ou d'un Forum, ainsi qu'un mémorandum définissant sa mission et son programme, sont adressés au Président de la Chambre des Députés qui les transmet à son tour aux Députés, et inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée Plénière l'examen de cette demande.

Article 63 :

Le Député ou le Groupe de Députés qui a introduit une demande de constitution d'un Réseau. ou d'un Forum est entendu pour donner des explications relatives au Réseau ou au Forum en question.

Article 64:

Les Réseaux ou Forums des Députés adoptent les statuts qui les régissent. Le fonctionnement ainsi que les relations entre le Réseau ou le Forum et la Chambre des Députés doivent être précisés dans les statuts de chaque Réseau ou Forum.

Article 66 :

Les Réseaux ou Forums des Députés transmettent, chaque trimestre et chaque fois que de besoin, leurs plans d'actions ainsi que les rapports d'activités au Bureau de la Chambre des Députés qui les transmet à son tour aux Députés.

Article 66 :

La Chambre des Députés peut donner un appui à un Réseau ou Forum des Députés.

Tout Réseau ou Forum fait un rapport financier annuel. Ce rapport précise la provenance des ressources du Réseau ou Forum et leur utilisation.

Article 67 :

La Chambre des Députés s'assure du bon fonctionnement des Réseaux et Forums: des Députés.

Sur demande d'un tiers (1/3) de ses membres, du Bureau de la Chambre des Députés, d'un Député: ou de plusieurs Députés non membres du Réseau ou Forum Parlementaire; l'Assemblée, Plénière: peut suspendre un Réseau ou Forum Parlementaire ou le dissoudre en cas de non conformité avec la mission et le fonctionnement de la Chambre des Députés.

CHAPITRE IV : DU FONCTIONNEMENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**Section première :Des sessions****Sous-section première : Des sessions ordinaires****Article 68 :**

La Chambre des Députés se réunit en trois (3) sessions ordinaires de deux (2) mois chacune

- 1° la première session s'ouvre le 5 février;
- 2° la deuxième session s'ouvre le 5 juin;
- 3° la troisième session s'ouvre le 5 octobre. C'est au cours de cette session que' la Chambre examine la loi des finances de l'Etat.

Au cas où le jour de l'ouverture ou de la clôture de la session est férié, l'ouverture ou la clôture est reportée au lendemain ou, le cas échéant, au premier jour ouvrable qui suit.

Au début de la première séance d'une session ordinaire, la Chambre des Députés adopte l'ordre du jour de toute la session. Cet ordre du jour est mis à la portée des Députés et du public par diverses voies, notamment par les media et par la publication au site Internet de la Chambre des Députés.

Au début de chaque session ordinaire, le Bureau de la Chambre des Députés donne rapport des activités de la Chambre des Députés de la session précédente.

Article 69 :

Les Députés sont convoqués en session ordinaire par le Président de la Chambre des Députés quinze (15) jours avant la tenue de l'Assemblée Plénière, par le moyen d'une lettre indiquant l'ordre du jour et par un communiqué à la Radio et la Télévision nationales et au site Internet de la Chambre des Députés. Une copie est réservée au Président de la République ainsi qu'au Premier Ministre.

Les activités de la Chambre des Députés sont régulièrement publiées au site Internet de la Chambre des Députés, à la radio et à la télévision nationales ainsi que dans le Journal de la Chambre des Députés.

Sous-section 2 : Des sessions extraordinaires**Article 70 :**

La Chambre des Députés se réunit en session extraordinaire sur convocation du Président de la Chambre des Députés, après consultation des autres membres du Bureau ou à la demande soit du Président de la République, soit d'un quart (1/4) des membres de la Chambre des Députés.

En session extraordinaire, la Chambre des Députés traite uniquement des questions qui ont motivé sa convocation et qui ont été portées préalablement à la connaissance des membres de la Chambre des Députés ou du Parlement avant la session.

La session extraordinaire clôt ses travaux dès que la Chambre des Députés ou le Parlement a épuisé l'ordre du jour qui a motivé sa convocation.

La session extraordinaire ne peut dépasser une durée de quinze (15) jours

Article 71 :

Les Députés sont convoqués en session extraordinaire par le Président de la Chambre des Députés par tous les moyens les plus rapides et les plus accessibles.

La convocation contient l'ordre du jour précis en dehors duquel l'Assemblée Plénière ne peut délibérer.

Avant toute délibération, l'Assemblée plénière se prononce sur les raisons qui ont motivé la convocation de la Chambre en session extraordinaire et approuve l'ordre du jour.

Article 72 :

La Chambre des Députés exprime ses décisions par voie de vote.

Avant de procéder au vote, le Président annonce le nombre des Députés présents sur base des signatures sur la liste prévue à l'article 16 de la présente loi organique.

Le vote est effectué à l'aide de l'un des modes ci-après

- 1° le consensus ;
- 2° le vote électronique ;
- 3° la main levée ;
- 4° l'appel nominal ;
- 5° le scrutin secret.

Le consensus, la main levée et le vote électronique sont les seuls modes utilisés lorsque la Chambre des Députés délibère sur des matières autres que les lois.

Le scrutin secret n'est utilisé que si l'Assemblée Plénière doit prendre une décision sur des personnes ou à la demande d'un cinquième (1/5) des Députés présents.

Le vote des articles d'une loi se fait électroniquement ou par main levée.

Le vote d'une loi se fait par appel nominal et à haute voix.

Le droit de vote du Député est personnel.

Article 73 :

A la demande d'au moins trois (3) Députés, le vote est repris.

Si le doute persiste après la reprise du vote, les Députés ayant fait la demande n'étant pas satisfaits du déroulement du vote, il est procédé au vote par appel nominal.

Si après le décompte des voix, un article d'une loi n'a pas le nombre de voix requis, il est procédé à un deuxième vote.

Si l'article d'une loi n'a pas de nouveau le nombre de voix requis, il est rejeté. Toutefois, un Député, la Commission ayant examiné le projet ou la proposition de loi ou son représentant, par l'intermédiaire du Président de la séance, peuvent demander que cet article soit renvoyé à la Commission sur approbation de, l'Assemblée Plénière.

Lorsqu'il est procédé au vote de l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi et qu'il n'y a pas de majorité requise, le Bureau de la Chambre des Députés le/la renvoie à son initiateur.

Les questions ou propositions autres que les lois qui, après le vote, n'obtiennent pas la majorité requise sont renvoyés à leurs auteurs.

Article 74 :

Pour le vote concernant des personnes, les candidats se présentent aux Députés, Le temps accordé à chaque candidat est déterminé par le Président de la séance de l'Assemblée Plénière

Si le vote n'a pas été régulier, il est repris.

Si, à l'issue du vote, certains candidats n'ont pas obtenu la majorité requise, le vote est repris une seule fois, uniquement pour ces candidats. Si à l'issue du nouveau vote, l'absence de majorité requise persiste, les candidats sont renvoyés à ceux qui les ont proposés:

Article 75 :

Le vote par, appel nominal se fait par ordre alphabétique par le Président de la Chambre des Députés ou son délégué en appelant les Députés par leurs noms

Le vote par appel nominal se fait à haute voix, et le Député appelé- s'exprime par oui » ou par « non » ou par le choix de l'une seulement des possibilités soumises au scrutin.

Les Députés qui ne, donnent pas une opinion expriment leur position par le terme « abstention ».

La voix du Député qui n'a pas participé au vote ou qui n'a pas. manifesté sa position lors d'un scrutin alors qu'il s'est présenté à la séance, est considérée comme nulle.

Article 76:

Lorsqu'il est procédé à un scrutin secret, le Secrétaire Général de la Chambre des Députés ou son délégué distribue à chaque Député présent, un bulletin portant exclusivement, le cachet de la Chambre des Députés et préalablement paraphé par le Président de la séance.

Après y avoir exprimé son vote, chaque Député plie son bulletin et le dépose dans l'une prévue à cet effet.

Il est. ensuite procédé, devant les Députés, au dépouillement des bulletins de vote par un représentant du Bureau de la Chambre des Députés assisté par deux (2) Députés désignés par le Président de la séance.

Les bulletins blancs et tout bulletin comportant un signe ou une inscription autre que celle prévue à l'alinéa premier du présent article sont nuls.

De même, tous les bulletins comportant des opinions autres que celles qui concernent les questions soumises au vote sont considérés comme nuls.

Article 77:

Le décompte des voix est effectué par deux (2) Députés prévus à l'article 76 de la présente loi organique, assistés par un agent de la Chambre des Députés sous la supervision du Bureau de la Chambre des Députés.

Le Président de la Séance de l'Assemblée Plénière de la Chambre des Députés annonce le résultat du vote à l'Assemblée Plénière.

Article 78 :

Après tout vote, que ce soit par main levée, par vote électronique ou par appel nominal, le Président accorde aux Députés qui se sont abstenus l'opportunité, s'ils le demandent, d'exprimer en deux (2) minutes au maximum, les - motifs de leur abstention. Ces motifs ne peuvent faire l'objet de débat.

Article 79 :

A la fin de la séance réservée au vote, les bulletins ayant servi au scrutin secret sont détruits devant l'Assemblée Plénière

Article 80 :

Nul ne peut prendre la parole, même pour une motion d'ordre, pendant les opérations de vote.

Article 81 :

Quel que soit le mode selon lequel le vote est exprimé, chaque Député ne dispose que d'une voix. Le vote par procuration n'est pas accepté.

Article 82 :

Sans préjudice des dispositions de l'article 72 de la présente loi organique, les décisions de la Chambre des Députés sont prises à la majorité absolue des Députés présents, sauf dispositions légales contraires.

Lorsque l'Assemblée Plénière doit se prononcer sur des matières autres que les lois, le Président de la séance demande s'il y a un Député qui a une objection à la proposition qu'il fait ou à celle faite par un autre Député. S'il n'y a pas d'objection, la proposition est considérée comme adoptée par consensus. S'il y a au moins une voix contre, il est procédé au vote par main levée. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire d'effectuer le décompte systématique des voix, sauf si aucune position ne se dégage de façon évidente.

Section 3 : Du comportement des Députés et de leur Immunité

Sous-section première: Du comportement des Députés

Article 83 :

Le Président de la séance rappelle nominativement à l'ordre le Député qui trouble l'ordre en Séance Plénière. Si le concerné recommence, le Président de la séance lui donne un avertissement qui sera mentionné dans le procès-verbal.

En cas de récidive ou pour une autre raison grave, le Président de la séance prononce, après approbation de l'Assemblée Plénière, son exclusion temporaire des sièges des Députés.

Article 84:

L'exclusion d'un. Député qui trouble l'ordre en Séance Plénière entraîne l'interdiction pour ce Député, de prendre part aux travaux et aux décisions de l'Assemblée Plénière durant le temps qui reste de la séance au cours de laquelle l'exclusion a été prononcée.

Article 85 :

Si le Député exclu pour avoir troublé l'ordre n'obtempère pas à l'injonction de quitter les sièges des Députés, le Président suspend ou lève la séance. Dans ce cas, le Député est exclu d'office durant les cinq (5) séances suivantes.

Article 86 :

Le Député faisant objet d'une exclusion peut en faire cesser les effets en présentant ses excuses par écrit. Le Président de la Chambre des Députés fait lecture de cette déclaration à l'Assemblée Plénière qui décide de la suite à lui réserver.

Article 87:

Les mesures ci-près peuvent être prises pour un Député, qu'il soit ou pas dans l'exercice des activités de la Chambre des Députés, qui affiche un comportement contraire à l'intégrité :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° l'avertissement qui sera repris dans le procès-verbal ;
- 3° l'exclusion d'office durant cinq (5) séances successives de la Chambre des Députés.

Article 88

Lorsqu'une séance plénière devient tumultueuse, le Président fait un rappel au calme. Si le tumulte persiste, le Président suspend la séance et les Députés quittent la salle des séances plénières.

La séance reprend son cours lorsque le Président de la séance juge que le calme, est suffisamment rétabli.

Article 89 :

Tout Député qui s'absente de cinq (5) séances successives de l'Assemblée Plénière ou d'une Commission, comme tout Député qui s'absente de dix (10) séances durant une session sans en avoir avisé le Président de la Chambre des Députés ou le Président de la Commission, ou si le Bureau de la Chambre des Députés ou de la Commission trouve que les raisons avancées ne sont pas pertinentes, voit son cas déféré à l'Assemblée Plénière qui prend la décision de le blâmer par écrit après l'avoir entendu, avec inscription au procès-verbal, et notification à sa formation politique ou à l'organe qui l'a élu.

Article 90:

Sur proposition du Comité chargé de la discipline des Députés et de l'évaluation des activités de la Chambre des Députés prévu aux articles 55 et 56 de la présente loi organique, et après approbation par les trois cinquièmes (3/5) de ses membres, la Chambre des Députés peut approuver qu'un Député soit démis de ses fonctions pour les fautes ci-après :

- 1° s'absenter de toutes les séances d'une session sans raisons pertinentes ;
- 2° se battre dans la salle des séances plénières ;
- 3° entrer dans la salle des séances plénières en état d'ivresse ;
- 4° introduire des boissons alcoolisées dans la salle des séances plénières ;
- 5° afficher des comportements indignes pour sa personne ou pour sa fonction.

La Chambre des Députés peut en outre, sur proposition du Comité chargé de la discipline des Députés et de l'évaluation des activités de la Chambre des Députés prévu aux articles 55 et 56 de la présente loi organique, et après approbation par les trois cinquièmes (3/5) de ses membres, suspendre provisoirement de ses fonctions un Député suspecté ou poursuivi pour crime, jusqu'à un jugement définitivement rendu par une juridiction compétente. Pendant la durée de cette suspension, le Député concerné ne bénéficie que de son salaire de base.

Sous-Section 2 : De l'immunité des Députés

Article 91 :

Aucun Député ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Pendant la durée des sessions, aucun Député ne peut être poursuivi ou arrêté, pour crime ou délit, qu'avec l'autorisation de la Chambre des Députés.

Hors session, sauf en cas de flagrant délit, de poursuite déjà autorisée par le Bureau de la Chambre des Députés ou de condamnation définitive, aucun Député ne peut être arrêté pour crime qu'avec l'autorisation du Bureau de la Chambre des Députés.

Tout Député condamné à une peine criminelle par une juridiction statuant en dernier ressort est d'office déchu de son mandat parlementaire par la Chambre, sur constatation de la Cour Suprême.

Article 92 :

Les membres de la Chambre des Députés sont munis d'une carte d'immunité qu'ils présentent, en cas de besoin, à divers services. Le modèle de cette carte est déterminé par la Conférence des Présidents et approuvé par l'Assemblée Plénière

Article 93

Les membres de la Chambre des Députés ont droit de porter un insigne d'identification. La forme de cet insigne est déterminé par la Conférence des Présidents et approuvé par l'Assemblée Plénière avant sa publication au Journal Officiel de la République du Rwanda.

Article 94 :

Les véhicules des Députés portent une cocarde aux couleurs du drapeau national avec mention des lettres NT ». L'emplacement, la composition et les dimensions de cette cocarde sont déterminés par le service chargé du protocole de l'Etat.

Article 95:

En matière pénale, le Président de la Chambre des Députés est jugé en premier et dernier ressort par la Cour Suprême conformément à l'article 145-6° de la Constitution.

Section 4 : De l'inviolabilité du Palais de la Chambre des Députés

Article 96 :

Nulle personne qui n'est ni Député ni agent de la Chambre des Députés ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans l'espace réservé aux Députés, si elle n'y est pas autorisée par le Président de la Chambre des Députés.

Article 97 :

La sécurité du Palais de la Chambre des Députés et de tout ce qui s'y trouve doit être assurée.

La sécurité du Palais de la Chambre des Députés est assurée par une Unité. spécialisée de la Police Nationale. Cette unité de la Police Nationale est identifiée par un uniforme distinct de celui des autres unités de la Police Nationale et de tout autre service de sécurité.

Toute personne armée qui veut entrer dans l'enceinte du Palais de la Chambre des Députés laisse ses armes aux agents chargés de la sécurité de la Chambre des Députés et elles lui sont remises à la sortie.

Les agents de sécurité armés provenant de l'extérieur et devant entrer au Palais de la Chambre, laissent leurs armes à un endroit réservé à cet effet, à l'exception des agents chargés de la sécurité du Président de la République, ainsi que d'autres personnalités de son rang en visite au Palais de la Chambre des Députés. Lorsqu'ils entrent dans l'enceinte. du Palais de la Chambre des Députés, les agents chargés de la sécurité des Députés en avisent le Commandant de l'unité de police chargée de l'inviolabilité et de l'ordre dans l'enceinte du Palais de la Chambre des Députés.

Les agents de sécurité extérieurs qui veulent poursuivre une personne dans l'enceinte du Palais de la Chambre doivent obtenir l'autorisation du Président de la Chambre des Députés.

Article 98:

Il est formellement interdit de s'introduire avec une arme dans l'enceinte du Palais de la Chambre des Députés, excepté les personnes visées à l'alinéa 2, 4 et 5 de l'article 97 de la présente loi organique ainsi que les agents de sécurité réquisitionnés par les autorités de la Chambre des Députés.

Il est prévu, si possible, des portes d'entrée réservées aux personnes qui ne sont pas Députés ou autres personnalités ou agents de la Chambre des Députés.

Il est prévu une porte d'entrée réservée aux hautes autorités officielles et autres visiteurs de même rang, lors des cérémonies officielles tenues au Palais de la Chambre des Députés. Il est également prévu une porte d'entrée réservée aux Membres du Gouvernement, aux autres autorités de même rang, aux Sénateurs et aux Députés. Il est en outre réservé une porte d'entrée au public.

Lorsqu'ils sont en service, les agents de la Chambre des Députés portent des badges d'identification. .

Article 99 :

A l'entrée de la Salle des Plénières, il est prévu des portes d'entrée réservées aux personnes qui ne sont pas Députés ou agents de la Chambre.

Ceux qui ne sont pas Députés prennent place sur des sièges qui leur sont réservés, sauf si l'Assemblée Plénière décide de siéger à huis clos.

Il est strictement interdit à toute personne d'entrer dans la salle des plénières avec un téléphone mobile en marche. Cette instruction s'applique également à toute personne qui pourrait y entrer avec tout autre matériel pouvant perturber le bon déroulement de la séance.

Article 100 :

Pendant les séances plénières, les personnes placées dans les tribunes publiques se tiennent assises et en silence. Elles doivent être tête découverte sauf pour des raisons de service ou d'appartenance religieuse.

La Chambre des Députés dispose de moyens audio-visuels pour diffuser le déroulement des activités parlementaires. Les enregistrements sont également, dans la mesure du possible, mis à la disposition du public et à toutes les salles du palais de la Chambre des Députés.

Article 101 :

Toute personne qui n'est pas Député et qui trouble l'ordre de l'Assemblée Plénière ou des réunions des commissions est immédiatement exclue des tribunes par décision du Président de la séance qui donne les ordres nécessaires aux agents concernés.

En cas d'infraction, la personne exclue est déférée devant la justice.

Article 102

Les dispositions de la présente loi organique relatives à l'inviolabilité de la Chambre des Députés sont affichées aux portes d'entrée réservées au public.

CHAPITRE V : DES INCOMPATIBILITES AUX FONCTIONS DE DÉPUTE

Article 103 :

Les fonctions de Député sont incompatibles avec la fonction :

- 1° de Président de la République ;
- 2° de membre du Gouvernement ;
- 3° de Sénateur;
- 4° de membre du Conseil de District ou de la Ville de Kigali
- 5° d'agent de District ou de la Ville de Kigali ;
- 6° de Magistrat ;

- 7° d'Officier du Ministère Public ;
- 8° de membre d'une commission permanente prévue par la Constitution ou d'autres commissions qui peuvent être mises en place par le Pouvoir Exécutif ;
- 9° de membre du Conseil d'Administration ou de Commissaire aux comptes d'un Etablissement Public ou celui dans lequel l'Etat est actionnaire ;
- 10° de Directeur ou de membre du Conseil d'Administration d'une entreprise ou société commerciale ;
- 11° d'agent de l'Etat ou d'un établissement public ;
- 12° d'employé régi par un contrat de travail ;
- 13° de membre des organes en charge des élections;
- 14° de membre des Forces Rwandaises de Défense, de la Police Nationale ou membre du Service National de Sécurité.

Le Député exerçant la profession d'avocat ne peut pas plaider lui-même des affaires judiciaires. Son cabinet peut plaider toutes les affaires judiciaires à l'exception de celles dans lesquelles l'État est demandeur ou défendeur.

Article 104 :

Le Député s'abstient de toute action pouvant compromettre son indépendance et son impartialité dans l'exercice de la mission de contrôle de l'action gouvernementale.

Le Député ne peut, individuellement ou par le biais de la société dans laquelle il est actionnaire, soumissionner dans les marchés publics relatifs au Parlement ainsi que dans tout autre marché de gré à gré ou d'adjudication restreinte.

Une Entreprise appartenant à un Député ou une Entreprise dans laquelle un Député détient des actions peut soumissionner à des marchés publics à l'exception de ceux stipulés à l'alinéa 2 du présent article. Dans de tels cas, les concernés le notifient au Président de la Chambre des Députés et à l'Ombudsman qui peuvent s'y référer en cas de besoin.

Article 105 :

Exceptées les personnes mentionnées aux points 6°, 13° et 14° de l'alinéa premier de l'article 103 de la présente loi organique, les autres fonctions incompatibles avec la fonction de Député n'empêchent pas la personne. qui exerce ces fonctions d'être élue. Toutefois, dès le jour de la prestation de serment, le Député doit démissionner de ses fonctions antérieures et en informer le Président de la Chambre des Députés et l'Ombudsman.

Article 106 :

En cas de l'examen en Commission ou à l'Assemblée Plénière d'un sujet intéressant personnellement un Député, le concerné en informe la Commission ou l'Assemblée Plénière et s'abstient.

TITRE II : DES PROCÉDURES D'ADOPTION DES LOIS**CHAPITRE PREMIER: DE LA TRANSMISSION DES PROJETS ET DES PROPOSITIONS DE LOIS****Article 107:**

Les projets de lois adressés par le Gouvernement à la Chambre des Députés ainsi que leurs exposés des motifs doivent être rédigés dans les trois (3) langues officielles reconnues par la Constitution. Ils sont distribués aux Députés par le Bureau de la Chambre des Députés dans les sept (7) jours à compter de la date de leur réception.

Article 108 :

Tout Député a droit d'initier des propositions de loi et des amendements.

Article 109 :

Toute proposition de loi est adressée au Président de la Chambre des Députés sous forme d'un texte dactylographié dans au moins une des langues officielles reconnues par la Constitution.

Elle est distribuée aux Députés par le Bureau de la Chambre des Députés, rédigée dans les trois (3) langues officielles.

La proposition doit toujours être rédigée sous forme d'un texte de loi.

La Chambre des Députés accorde l'assistance technique à tout Député qui initie une proposition de loi, ou des amendements. Ladite assistance est prévue dans le budget de la Chambre des Députés.

Article 110 :

La proposition de loi rédigée dans les trois (3) langues officielles est multipliée puis distribuée aux Députés et portée sur le site Web de la Chambre des Députés sept (7) jours au moins avant la date fixée pour l'examen de son opportunité.

CHAPITRE II : DE L'EXAMEN DES PROJETS ET DES PROPOSITIONS DE LOI EN COMMISSION

Article 111 :

Le Président de la Chambre des Députés ne transmet à la Commission permanente compétente que les projets ou les propositions de loi dont l'opportunité a fait l'objet de débats généraux en Séance Plénière. Ces débats généraux s'effectuent en présence de l'auteur ou du représentant du projet ou de la proposition qui doit fournir les éclaircissements nécessaires et répondre à des questions concernant l'opportunité du projet ou, de la proposition de loi.

Le rapport relatif aux débats généraux est transmis à la Commission compétente pour examen approfondi du projet ou de la proposition de loi.

Les Députés qui proposent des amendements sur un projet ou sur une proposition de loi les adressent par écrit, au Président de la Commission concernée en réservant une copie à tous les Députés pour que ces derniers puissent, le cas échéant, faire des sous-amendements. Les sous-amendements sont également adressés par écrit au Président de la Commission.

Le projet ou la proposition de loi ayant été débattu en Commissionne peut plus faire l'objet de débats généraux en Séance Plénière. Les amendements présentés par des Députés par écrit sont examinés et la Commission y statue.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa 4 de l'article 118 de la présente loi organique, pour un projet de loi ayant fait objet d'examen en Commission, ne sont recevables que des amendements de forme en séance plénière.

Article 112 :

Lorsqu'une Commission permanente se déclare incompétente pour l'examen d'un projet ou d'une proposition de loi, de même que lorsqu'il y a conflit de compétence entre plusieurs Commissions, la Conférence des Présidents décide de la Commission qui doit l'examiner.

Article 113 :

Le Bureau de la Chambre des Députés peut décider d'envoyer à la Commission compétente tout amendement dont celle-ci n'aurait pas été saisie suivant les procédures prévues par l'article 111 de la présente loi organique.

Article 114 :

Une Commission peut, par le biais du Bureau de la Chambre des Députés inviter un Ministre, un Secrétaire d'Etat, toute autre personne ou organisation à venir donner des explications au cours d'une séance de la Commission consacrée à l'examen d'un projet ou d'une proposition de loi qui l'intéresse.

La Commission fait rapport sur les amendements dont elle a été saisie, comme elle le fait pour un projet ou une proposition de loi. Le rapport de la Commission relatif à l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi est distribué aux Députés, sept (7) jours au moins avant la date fixée pour sa discussion en séance plénière. Le projet ou la proposition de loi qui a été corrigée par la Commission est affichée sur le site Web de la Chambre des Députés.

Lorsque la Commission demande le retour d'un article pour réexamen, l'Assemblée Plénière y statue.

Le rapport relatif à l'examen d'un article qui a été renvoyé à la Commission est distribué aux Députés avant sa discussion en Séance Plénière. Chaque fois que, tout le texte de la loi n'est pas encore voté par l'Assemblée Plénière, la Commission peut, sur demande du Bureau de la Commission ou d'un Député et après approbation de l'Assemblée Plénière, réexaminer l'article qui a été voté. Dans ce cas, la Commission transmet le rapport à la plénière pour le nouveau vote.

CHAPITRE III : DE L'EXAMEN DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOIS EN SEANCE PLENIERE .

Article 115 :

Le projet de loi ayant fait l'objet d'examen en Commission est distribué aux Députés, étant rédigé dans les trois (3) langues officielles reconnues par la Constitution avant d'être examiné par l'Assemblée plénière.

Article 116 :

Les débats en séance plénière sont de deux ordres: Les débats généraux et les débats sur les articles.

Les débats généraux se déroulent suivant les dispositions de l'article 111 de la présente loi organique. Ils portent sur l'opportunité et la présentation de l'ensemble du projet ou de ses subdivisions.

La discussion des articles porte sur chaque article et sur chaque amendement qui s'y rapporte. Elle est menée selon les dispositions de l'article 19 de la présente loi organique.

Les amendements de forme ne font pas l'objet de débats ni de vote.

Les articles d'un projet ou d'une proposition de loi sont votés sans toutefois être lus devant l'Assemblée plénière.

Article 117

Toute délibération en Séance Plénière porte d'abord sur le texte initial du projet ou de la proposition de loi puis sur les amendements qui s'y rapportent et qui ont été adoptés par la Commission.

Les articles sans amendements ayant été transmis à la Commission sont soumis au vote sans débats.

Article 118:

Les amendements des articles sont soumis au vote avant le projet ou la proposition de départ et les sous-amendements sont soumis au vote avant les amendements des articles.

Les amendements ou les sous-amendements qui ont été rejetés par la Commission ne sont pas discutés en Séance Plénière.

Toutefois, lorsque l'auteur de l'amendement qui a été rejeté n'est pas membre de la Commission, il a droit, s'il n'a pas été convaincu, d'être entendu en Séance Plénière pour défendre son amendement. La Commission présente alors les raisons qui ont motivé le rejet de l'amendement et il est soumis au vote sans débat.

Lorsqu'il est présenté des raisons qui ont motivé le retard des amendements de fond en Commission, ils sont présentés en Séance Plénière; mais leur examen en Commission est approuvé par l'Assemblée Plénière.

Article 119 :

Lorsque le Gouvernement décide de retirer son projet, il en fait une demande par écrit, et l'Assemblée Plénière y statue. Il en est de même lorsqu'il s'agit d'une proposition de loi.

Article 120 :

Si un projet de loi n'est pas adopté, le Président de la Chambre des Députés en informe sans délai le Gouvernement, en précisant brièvement les raisons qui ont motivé son rejet par les Députés. Le Gouvernement est tenu de le retirer.

Article 121 :

Les propositions ou projets de lois qui n'ont pas été adoptés ne peuvent pas être réintroduits à la Chambre des Députés au cours de la même session.

Article 122 :

Lorsqu'un projet ou une proposition de loi a été adopté, le Secrétaire Général de la Chambre des Députés et les membres du Bureau de la Commission qui a examiné le projet ou la proposition de loi, assistés de tout Député qui le désire, certifient que les copies à classer dans les archives de la Chambre des Députés sont conformes au procès-verbal.

Lorsque les copies prévues à l'alinéa premier du présent article ont été certifiées conformes au procès-verbal, le Président de la Chambre des Députés le transmet à l'instance suivante habilitée pour son examen et en réserve copie aux instances concernées. Les archives de la Chambre des Députés en gardent deux (2) copies. La loi votée est portée sur le site Web de la Chambre des Députés.

Le Secrétaire Général de la chambre des Députés et les membres de la Commission qui a traité le projet ou la proposition s'assurent que le texte de loi publié au Journal Officiel de la République du Rwanda est conforme au texte de la loi qui a été adoptée par l'Assemblée Plénière.

Article 123:

En application de l'article 108 de la Constitution de la République du Rwanda, lorsque le Président de la République demande au Parlement de procéder à une deuxième lecture des lois organiques et des lois ordinaires déjà votées, l'Assemblée Plénière en est saisie et procède à un nouvel examen.

Article 124:

Le projet de révision de la Constitution est initié par deux-tiers (2/3) des membres de la Chambre des Députés. Le projet de révision de la Constitution est examiné par la Conférence des Présidents et est voté à la majorité des trois quarts (3/4) des voix des Députés. Lorsque la révision est adoptée, elle est transmise au Sénat.

CHAPITRE IV : DE LA PROCEDURE DES DEBATS EN CAS D'URGENCE

Article 125:

En cas d'urgence, soit à la demande du Gouvernement, soit sur la décision de la Chambre des Députés prise à la demande d'un Député, les dispositions de la présente loi organique concernant l'ordre du jour, la traduction du texte et le respect des délais, ne sont pas prises en considération.

Lorsque l'urgence de l'examen d'un projet de loi est demandée par un Député, la Chambre des Députés s'y prononce à la majorité des deux tiers (2/3) des Députés présents en plénière. Lorsque l'urgence est demandée par le Gouvernement, elle est toujours accordée.

Dans tous les cas où l'urgence est accordée, l'examen de projet de loi ou de toute autre question y relative a priorité sur l'ordre du jour.

Article 126:

Après les débats généraux prévus à l'article 118 de la présente loi organique, le Président de la Chambre des Députés transmet à la Commission compétente le projet ou la proposition de loi en question, pour son examen urgent. La Conférence des Présidents peut également décider d'examiner elle-même, le projet ou la proposition de loi

Lorsque la Conférence des Présidents examine le projet de loi, les Députés peuvent suivre les travaux de la Conférence sans droit de vote.

Lorsque la Chambre des Députés doit se prononcer d'urgence, le Président de la séance peut, en accord avec la Conférence des Présidents, déterminer la durée de parole accordée à chaque orateur indépendamment des dispositions de l'article 19 de la présente loi organique.

Article 127:

La Commission qui a examiné un projet ou une proposition de loi peut, après avoir présenté son rapport, demander que les articles du projet ou de la proposition de loi soient soumis au vote sans débats. La décision est prise à la majorité des trois cinquièmes (315) des Députés présents.

TITRE III : DES DEBATS PENDANT LES SEANCES DE CONTROLE DE L'ACTION. GOUVERNEMENTALE

Article 128:

Durant les sessions, une séance par semaine est réservée aux questions des Députés au Gouvernement et aux réponses de ce dernier. Par une lettre avec accusé de réception, le Président de la Chambre des Députés informe le Premier Ministre qu'un ou plusieurs membres du Gouvernement sont invités à venir répondre aux questions orales à l'Assemblée plénière réservée aux questions et aux réponses.

Les Députés peuvent poser par écrit des questions avant la séance.

Les débats en séance plénière consacrée à l'examen des lettres des Députés et des rapports relatifs à l'information et au contrôle de l'action gouvernementale se déroulent selon les dispositions de l'article 19 de la présente loi organique.

Toutefois, lorsque la Séance Plénière est consacrée à entendre les réponses sur les questions orales; seuls les auteurs de ces questions ou leurs représentants ont droit de se faire inscrire sur la première liste tandis que tous les Députés qui le désirent peuvent se faire inscrire sur la deuxième liste conformément aux dispositions de l'article 19 de la présente loi organique.

Article 129 :

Le rapport de l'audition en Commission est transmis à la Séance Plénière dans un délai qui a été fixé par cette dernière. Ce délai peut être prolongé en cas de besoin.

Ce rapport doit préciser si la Commission est satisfaite ou pas, des réponses qu'elle a reçues et recommander à l'Assemblée Plénière la conclusion qu'elle juge appropriée sur la question.

TITRE IV: DES VISITES A LA POPULATION DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Article 130:

Chaque Député a le devoir de rendre visite à la population pour se rendre compte des actions en leur faveur et de leurs réalisations personnelles ainsi que de leurs problèmes éventuels.

Cette visite se fait à travers les Commissions, et les Forums ou Réseaux prévus par la présente loi organique ou par un Député sur sa propre initiative.

Le Député peut connaître les actions et les problèmes de la population en passant par le biais des Comités de Coordinations des Provinces auxquels il est invité, du Conseil de la Ville de Kigali, celui des Districts, des Secteurs et des Cellules.

Sauf en cas d'urgence, les visites à la population se font en dehors de la session.

Article 131:

Dans la réunion du Conseil de Cellule de leur résidence ou de leur domicile, les Députés peuvent donner leurs opinions et ont droit de vote.

Dans les autres réunions prévues au troisième alinéa de l'article 130, ils donnent des avis, mais n'ont pas le droit de vote.

Article 132 :

Lorsqu'un Député se trouve dans une réunion publique de la population convoquée par des autorités, il a droit de faire des interventions pour aider ces autorités à résoudre les problèmes posés par la population et il a droit à la parole s'il la demande pour toute autre communication aux participants de la réunion.

Article 133 :

En vue d'une meilleure organisation de la visite à la population, le Député en informe par écrit le Président de la Chambre des Députés et ce dernier en informe l'autorité administrative concernée chaque fois que c'est possible.

Article 134 :

Lorsqu'un Député rend visite à la population dans les conditions prévues par l'article 130 de la présente loi organique, il bénéficie des facilités accordées par la Chambre des Députés.

Article 135 :

L'agent de sécurité d'un Député en mission officielle, bénéficie de la part de la Chambre des Députés des frais de mission équivalents à ceux des autres agents de l'État du même rang.

TITRE V : DES RAPPORTS ENTRE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ET LE SÉNAT

Article 136 :

Le Parlement peut être convoqué en session extraordinaire après concertation des Présidents des deux Chambres, sur demande du Président de la République ou d'un quart (1/4) des membres de chaque Chambre.

Article 137:

Le Président de la Chambre des Députés sollicite l'avis consultatif du Sénat sur le projet de loi des finances de l'État, après l'adoption de son opportunité par la Chambre des Députés.

Le Sénat peut être représenté à la Commission de la Chambre des Députés lors de l'examen du projet de loi des finances de l'État, en vue de donner des éclaircissements sur l'avis émis par le Sénat sur ce projet.

Article 138 :

En application des articles 88 et 89 de la Constitution, le Président de la Chambre des Députés transmet immédiatement au Président du Sénat les projets et les propositions de lois adoptés par la Chambre des Députés et qui rentrent dans les compétences du Sénat ainsi que les rapports y relatifs.

Pendant l'examen d'un projet ou d'une proposition par la Commission du Sénat, la Chambre des Députés, sur demande du Sénat, peut être représentée à ladite Commission en vue de donner des éclaircissements sur ce projet.

Article 139:

Si le Sénat est d'accord avec la Chambre des Députés sur le texte d'un projet ou d'une proposition de loi, le Président du Sénat le notifie à la Chambre des Députés dans un délai ne dépassant pas quinze (15) jours, et celui-ci le transmet au Gouvernement, tel que voté par les deux Chambres, pour promulgation par le Président de la République

Article 140:

Lorsque le Sénat n'adopte pas un projet ou une proposition de loi, le Président du Sénat le notifie au Président de la Chambre des Députés.

Lorsque le Sénat adopte un projet ou une proposition de loi après y avoir apporté des amendements et que ces derniers ne sont pas acceptés par la Chambre des Députés, le Président de la Chambre des Députés le notifie au Président du Sénat.

Dans un délai n'excédant pas sept (7) jours, le Président du Sénat, après consultation du Bureau du Sénat, désigne cinq (5) Sénateurs et le Président de la Chambre des Députés, après consultation du Bureau de la Chambre de Députés et décision de l'Assemblée plénière, désigne cinq (5) Députés; ces Sénateurs et Députés constituent la Commission Paritaire chargée de proposer un texte de compromis.

La proposition du texte de compromis est adoptée par consensus par la Commission Paritaire et ensuite renvoyée à chaque Chambre pour un vote sans amendements.

En cas de désaccord de la Commission paritaire ou si l'une des deux Chambres n'a pas pu adopter le texte de compromis proposé par la Commission paritaire, le projet ou la proposition de loi est renvoyé à son initiateur. Le projet ou la proposition de loi renvoyée à son initiateur dans ces conditions ne peut pas être réexaminé au cours de la même session.

Dans le cas où l'auteur du projet ou de la proposition de loi veut le réintroduire dans une autre session, la procédure doit recommencer par la Chambre des Députés.

Article 141 :

Lorsque les deux (2) Chambres du Parlement sont réunies en séance commune, il est appliqué la loi organique portant le règlement d'ordre intérieur de la Chambre des Députés.

Les décisions sont prises séparément par chaque Chambre conformément à son règlement d'ordre intérieur.

Article 142 :

Les organes qui, selon les dispositions de la Constitution et des autres lois, font rapport au Parlement, transmettent par écrit leurs rapports à chacune des deux Chambres du Parlement. Les mêmes organes présentent en outre leur rapport aux deux Chambres du Parlement réunies en Séance commune.

La Commission compétente de chaque Chambre examine le rapport et donne son avis. L'Assemblée Plénière de chaque Chambre prend une décision, après débats, sur les résolutions de la Commission qui a examiné le rapport. Cette décision est soumise aux instances compétentes.

Article 143:

Il peut être créé des Réseaux et des Forums Parlementaires regroupant les Sénateurs et les Députés.

Ces Réseaux et Forums Parlementaires sont approuvés par chaque Chambre du Parlement conformément à son règlement d'ordre intérieur.

Si l'une des Chambres du Parlement n'adhère pas à un Réseau ou à un Forum Parlementaire regroupant les Sénateurs et les Députés, les membres issus de la Chambre non adhérente ne sont pas autorisés à en être membres. Cela n'empêche pas les membres de la Chambre qui l'a approuvé de le constituer et en être membres.

Article 144 :

Les sujets non prévus par la présente loi organique concernant des rapports entre les deux Chambres, sont résolus par voie de concertation entre les Bureaux des deux Chambres du Parlement.

TITRE V : DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

Article 145 :

La Chambre des Députés dispose de son budget et d'une autonomie de gestion administrative et financière.

La gestion administrative et financière de la Chambre des Députés est confiée au Bureau de la Chambre des Députés:

Article 46 :

Les organes administratifs de la Chambre des Députés sont composés du Secrétariat Général, ainsi que des autres organes nécessaires pour le bon fonctionnement de la Chambre des Députés.

Les organes administratifs de la Chambre des Députés sont chargés de l'appui technique et logistique aux Députés, en vue de l'accomplissement de leur mission.

Tous les organes administratifs de la Chambre des Députés se trouvent sous la responsabilité du Secrétaire Général et sous le contrôle du Bureau de la Chambre.

Article 147 :

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 145 de la présente loi organique, les agents de la Chambre des Députés sont régis par le statut général de la fonction publique rwandaise.

Article 148 :

Le Secrétaire Général de la Chambre des Députés est nommé par Arrêté Présidentiel sur proposition du Président de la Chambre des Députés après consultation du Bureau.

Article 149 :

Les dotations budgétaires allouées à la Chambre des Députés sont placées sur le compte de la Chambre des Députés ouvert à la Banque Nationale du Rwanda.

Article 150 :

L'ordonnancement du budget de la Chambre des Députés est contrôlé chaque année par l'Auditeur Général des Finances de l'Etat.

Article 151 :

L'organigramme de la Chambre des Députés est déterminé par Arrêté Présidentiel, sur proposition du Président de la Chambre des Députés, après approbation par l'Assemblée plénière de la Chambre des Députés.

Le salaire ainsi que les autres avantages accordés aux agents de la Chambre des Députés sont déterminés par Arrêté Présidentiel.

TITRE VI :DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**Article 152 :**

Les trente (30) premières minutes de chaque Séance Plénière sont réservées à la communication des pétitions de la population à la Chambre des Députés. Cinq (5) minutes sont accordées à un Député qui désire communiquer à la Séance Plénière une pétition importante émanant d'un citoyen. La pétition adressée à la Séance Plénière ne fait pas l'objet des débats; le Président de la Chambre des Députés la transmet à la Commission ayant les pétitions dans ses attributions pour suivi ou elle est réservée aux débats relatifs au contrôle de l'action gouvernementale. Sauf en cas d'urgence, tout nouvel ordre du jour des travaux de la Chambre des Députés est communiqué aux Députés au moins deux (2) jours avant la date fixée pour son examen en Séance Plénière. Il est communiqué à la radio et à la télévision de l'Etat et au site Web de la Chambre des Députés si c'est possible.

Article 154:

Un projet de budget de la Chambre des Députés et du Sénat est préparé par le Secrétariat Général de chaque Chambre et examiné par les Commissions des deux Chambres ayant le budget dans leurs attributions.

Les membres de chaque Chambre en sont informés par écrit pour avis de l'Assemblée Plénière.

Les membres des Commissions de deux Chambres ayant le budget dans leurs attributions, ensemble, se mettent d'accord avec le Ministre ayant les finances dans ses attributions sur le projet de budget de chaque Chambre, au moins deux (2) jours avant son insertion dans le projet du budget général de l'Etat.

Article 155 :

Au cours de leurs interventions orales ou écrites, les Députés font usage de la langue de leur choix parmi les langues officielles reconnues par la Constitution.

Article 156:

Le Député en mission officielle doit se munir des documents y relatifs délivrés par le Président de la Chambre des Députés.

Article 157:

Un arrêté Présidentiel prévoit les allocations accordées aux Députés en mission.

Article 158:

Lorsqu'un Député revient d'une mission, il adresse un rapport au Président de la Chambre des Députés dans un délai ne dépassant pas quinze (15) jours.

Article 159:

Tout projet de modification de la présente loi organique est adressé au Président de la Chambre des Députés qui, à son tour, le transmet aux Députés.

Après adoption de l'opportunité par l'Assemblée Plénière, le projet de modification de la présente loi organique est examiné par la Conférence des Présidents.

Article 160 :

Les attributions des Vice-Présidents élus avant l'entrée en vigueur de la présente loi organique sont déterminées par l'Assemblée Plénière.

Article 161:

Les Réseaux et les Forums Parlementaires déjà en place disposent d'un délai n'excédant pas trois (3) mois à compter de la date de la publication au Journal Officiel de la République du Rwanda de la présente loi organique pour s'y conformer.

Article 162:

Sous réserve des dispositions de l'article 71 de la Constitution, la Chambre des Députés commence les travaux en session dès le jour de la prestation de serment.

Article 163 :

Le Député concerné par les dispositions de l'article 103 de la présente loi organique dispose d'un, délai n'excédant pas trente (30) jours à compter de la date de la publication: au Journal Officiel de la République du Rwanda de la présente loi organique pour se conformer aux prescrits de cet article.

Toutefois, un Député ayant conclu un contrat de marché avec l'Etat avant la publication de la présente loi organique, exécute ce contrat jusqu'à son terme. Ce contrat est notifié au Président de la Chambre des Députés, avec copie à l'« Ombudsman »

Article 164:

En cas de dissolution de la Chambre des Députés, les membres du personnel continuent à assurer leurs fonctions

Article 165:

Pour toutes questions non prévues par la présente loi organique, le Bureau de la Chambre des Députés soumet une proposition de solution à l'Assemblée Plénière pour décision.

Article 166

La loi n° 09/98 du 13/08/1998 portant règlement d'ordre intérieur de l'Assemblée Nationale de Transition ainsi que toutes les dispositions légales antérieures contraires à la présente loi organique sont abrogées.

Article 167:

La présente loi organique entre en vigueur le jour de sa publication au Journal Officiel de la République du Rwanda.

Kigali le 15/02/2006

Le Président de la République
KAGAME Paul
(sé)

Le Premier Ministre
MAKUZA Bernard
(sé)

Vu et scellé du Sceau de la République Le Ministre de la Justice
MUKABAGWIZA Edda
(sé)